

Le 26 mai 2020

[Original]

Financement par le gouvernement

M. D. Landry : En tant que chef de l'opposition officielle, je voudrais moi aussi offrir mes sincères condoléances à un ami, le leader parlementaire du gouvernement et député de Saint John-Est, suite au décès de sa maman. Je sais que c'est très difficile pour lui parce que, en l'espace de très peu de temps, il a perdu son père et sa mère. Mes sympathies.

Monsieur le président, c'est bon d'être de retour. J'aimerais d'abord remercier tous les travailleurs et travailleuses de première ligne du Nouveau-Brunswick, qui sont les véritables héros et qui ont aidé à aplatir la courbe. Je veux mentionner la D^{re} Russell et son équipe, ainsi que tous les gens qui sont restés à la maison et qui ont gardé leur distance par rapport aux autres personnes.

Sur le plan de la santé publique, les choses se sont bien passées, mais l'économie se porte clairement mal, avec des fermetures d'entreprises et des dizaines de milliers de personnes du Nouveau-Brunswick sans emploi.

[Traduction]

Le premier ministre peut-il nous dire combien a coûté jusqu'à présent à la province l'aide financière directe accordée aux particuliers et aux entreprises?

L'hon. M. Higgs : Merci de la question. Oui, il est bon d'être de retour, Monsieur le président. Sur le plan économique, nous avons publié la semaine dernière une mise à jour financière qui montre essentiellement ce que cela signifie pour la province, soit une différence de l'ordre de 500 millions de dollars. Notre déficit s'élève actuellement à 300 millions de dollars.

Parmi les programmes instaurés au début, figure en premier la prestation de 900 \$ pour couvrir la période de deux semaines avant le versement des fonds d'Ottawa. La somme totale s'est chiffrée à 40 millions de dollars, ce qui a permis d'aider, je crois, environ 40 000 personnes.

Du côté des entreprises, nous avons établi un programme de navigateurs au sein d'ONB. Toutes les entreprises se sont fait répondre directement lorsqu'elles ont demandé de l'aide pour obtenir des renseignements et comprendre les mesures à prendre dans le contexte de la COVID-19. Nous avons un programme de 50 millions de dollars, où, en gros, 25 millions sont affectés aux entreprises d'une certaine taille et 25 millions aux autres entreprises. Il s'agit d'un prêt. Nous avons finalement reporté les paiements relatifs à Travail sécuritaire NB et aux impôts et laissé ainsi aux gens davantage de temps pour souffler.



Toutefois, Monsieur le président, ce qui importe par-dessus tout, c'est de faire en sorte que les gens reprennent leurs activités et le travail de la manière la plus rapide qui soit. Nous avons donc travaillé avec les entreprises. Les gens de Travail sécuritaire NB ont su collaborer admirablement avec les entreprises afin de les aider à se relever et à reprendre leurs activités. Par conséquent, Monsieur le président, il ne s'agit pas seulement d'aujourd'hui. Il s'agit des 10 ou 15 prochaines années.

Le président : Je dois aussi me remettre dans le bain.

[Original]

M. D. Landry : Merci, Monsieur le président. Le premier ministre peut-il me dire le montant total des subventions et de l'aide liées à la pandémie données directement aux entreprises par le gouvernement du Nouveau-Brunswick depuis la déclaration de l'état d'urgence, le 19 mars? J'aimerais savoir combien d'argent a été donné directement aux entreprises.

[Traduction]

L'hon. M. Higgs : Non, Monsieur le président, je ne peux à vrai dire pas fournir de somme exacte. Je sais que le gouvernement fédéral fait habituellement une annonce chaque jour, mais il est difficile de suivre le rythme des annonces. Je sais que, dans un grand nombre de cas, il y a aussi un lien avec d'autres aspects en ce qui concerne la participation des provinces.

Toutefois, vous savez, je pense que nous perdons toujours de vue... Cela a toujours été un enjeu à propos duquel les gens d'en face et nous, nous nous renvoyons la balle. La question est de savoir comment nous pouvons faire en sorte que les gens reprennent leurs activités de façon durable et comment nous pouvons aider les personnes qui ont besoin d'aide, et non de savoir comment nous pouvons dépenser le plus d'argent possible ; l'obtention ou non de résultats n'entre vraiment pas en ligne de compte.

Monsieur le président, le même principe s'applique. Nous voulons que les gens reprennent leurs activités. Nous travaillons avec chacune — chacune — des compagnies de la province pour que cela se produise, non seulement de façon durable, mais aussi de sorte à leur permettre d'envisager l'avenir différemment, car nous avons un nouvel avenir, Monsieur le président. Il s'agit d'une nouvelle ère. Dans les deux ou trois derniers mois, nous avons apporté des changements aux activités gouvernementales comme jamais auparavant et nous ne pouvons pas perdre les progrès réalisés. Un exemple de changement que nous avons constaté s'est produit entre Développement social et Santé, lorsque des personnes âgées ont fait l'objet d'un placement au bon endroit, soit dans des foyers de soins. Il importe d'obtenir des résultats et d'avoir un avenir pour lequel planifier, car la question n'est pas simplement de savoir combien d'argent il est possible de dépenser sans compter.



[Original]

Programmes du gouvernement

M. D. Landry : Monsieur le président, je ne pense pas que le premier ministre veuille faire de la petite politique ici, mais je ne n'ai jamais dit qu'il fallait lancer de l'argent partout à tort et à travers pour essayer de plaire à l'opposition officielle.

L'avenir de certaines compagnies se joue aujourd'hui. Si elles ne reçoivent pas d'aide, dans quelques mois, nous ne parlerons pas de leur avenir. Selon un rapport de la Banque Scotia sur les répercussions économiques du coronavirus sur la province, le Nouveau-Brunswick se classe au 10^e rang sur les 10 provinces en termes d'aide provinciale offerte aux particuliers et aux entreprises.

Le premier ministre prévoit-il de nouveaux programmes d'aide autres que ceux qui sont déjà annoncés, oui ou non? Je répète que nous occupons le 10^e rang sur 10 ; nous sommes les derniers. Que va faire le premier ministre?

[Traduction]

L'hon. M. Higgs : Contrairement au député d'en face, Monsieur le président, nous n'arrivons pas au dernier rang. En fait, nous sommes en première place, et ce, dans les domaines où cela compte, c'est-à-dire la santé et le mieux-être des gens de la province. Je sais que, au Nouveau-Brunswick, nous n'avons pas souvent été en première place, mais voilà la raison de revenir plus vite, plus fort et plus rapidement que les autres. C'est pour que les compagnies soient plus résilientes.

Par conséquent, si le député d'en face souhaite évaluer certaines compagnies et s'il souhaite travailler avec Opportunités Nouveau-Brunswick pour déterminer comment nous pouvons les aider à relancer leurs activités et assurer leur viabilité, allons-y, Monsieur le président. Par contre, si nous voulons suivre la règle de RBC et dire que nous n'avons pas lancé autant d'argent là-bas que nous en avons lancé ici... Le fait d'arriver au 10^e rang ou en 1^{re} place sur cette liste m'importe peu. C'est qui m'importe, c'est d'être en 1^{re} place sur la liste dressée en fonction du retour au travail de notre population et du début de la relance de notre économie et des gens... Pour la première fois, Monsieur le président, je vois des gens qui songent au Nouveau-Brunswick et se disent : Que se passe-t-il au Nouveau-Brunswick? J'aimerais y habiter. Nous allons de l'avant dans le secteur du tourisme et nous allons de l'avant relativement à toutes les autres façons de rendre le Nouveau-Brunswick formidable, Monsieur le président.

[Original]

M. D. Landry : Monsieur le président, je peux vous dire que notre côté de la Chambre veut lui aussi voir un Nouveau-Brunswick prospère, et ce, le plus vite possible. Un certain nombre de petites entreprises du Nouveau-Brunswick ont indiqué qu'elles pourraient ne pas survivre à la



récession qu'a déclenchée cette pandémie. Le premier ministre est-il inquiet à cet égard et partage-t-il les inquiétudes exprimées par les entrepreneurs, par les chambres de commerce, par la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante et par plusieurs autres organismes? Le premier ministre s'inquiète-t-il à cet égard?

[Traduction]

L'hon. M. Higgs : Oui, bien sûr, Monsieur le président, j'ai des préoccupations à cet égard. Voici en quoi consiste l'idée : Comment pouvons-nous travailler concrètement avec les compagnies en question? Je répète au député d'en face que je veux travailler avec chaque compagnie. ONB est outillée pour accomplir le travail. Voilà pourquoi nous avons mis sur pied le programme des navigateurs. Nous travaillons avec toutes les compagnies. Nous travaillons avec toutes les entreprises. Nous comprenons la situation dans laquelle elles se trouvent et nous réagissons en conséquence afin de leur permettre de reprendre leurs activités.

Le tout signifie-t-il que toutes les entreprises vont pouvoir survivre à la pandémie? Il s'agit peut-être d'une aspiration peu probable, mais ce serait vraiment formidable si c'était possible. Donnons donc plus de détails au sujet de cas précis, Monsieur le président. Donnons des renseignements concrets et discutons de vraies compagnies. Examinons les situations réelles et analysons ce qui fonctionne pour les entreprises et comment nous pouvons les aider à revenir à la normale. Voilà notre objectif.

J'ai mentionné le tourisme. Comme jamais auparavant, nous mettons l'accent sur les vacances dans la province, au Nouveau-Brunswick. Évidemment, comme nous sommes entourés géographiquement par la COVID-19, nous voulons que les gens cherchent à découvrir le Nouveau-Brunswick.

Le président : Le temps est écoulé, Monsieur le premier ministre.

M. D. Landry : À ce sujet, Monsieur le président, je vais donner suite aux propos du premier ministre. Des organismes ont demandé à la province une aide précise autre que des prêts, en soutenant que cela pourrait aider certaines entreprises à survivre. Selon le premier ministre, les arguments avancés sont-ils fondés?

L'hon. M. Higgs : Monsieur le président, voilà pourquoi un programme a été mis sur pied pour analyser les entreprises. Voilà pourquoi l'important, ce n'est pas de dire a priori : Donnez-moi 5 000 000 \$ ou 200 000 \$. L'important, c'est de demander : De quoi avez-vous besoin pour reprendre vos activités? À quoi cette reprise des activités ressemblera-t-elle? À quoi ressemblera la nouvelle réalité économique dans un monde où il faudra composer avec la COVID-19 tant que nous n'aurons pas de vaccin?

Encore une fois, l'important, ce sont les détails. La question est de savoir où et quand nous pourrions trouver la bonne formule pour que les entreprises survivent au sein d'une nouvelle réalité économique. Comme c'est le cas pour toutes les mesures que nous prenons, ce que je



dis, c'est que nous examinons les situations particulières. Voilà pourquoi les navigateurs ont été établis. Voilà pourquoi Opportunités Nouveau-Brunswick a lancé un site Web. J'oublie le nombre, mais, jusqu'à maintenant, près de 2 000 entreprises ont appelé pour obtenir des renseignements. Les navigateurs orientent les gens vers les ministères concernés. Voilà pourquoi j'ai mentionné Travail sécuritaire NB. Cet organisme travaille avec les compagnies, lesquelles communiquent avec nous parce qu'elles veulent se remettre sur pied et reprendre...

[Original]

M^{me} Thériault : Merci, Monsieur le président. La décision prise le mois dernier d'interdire la venue des travailleurs étrangers temporaires au Nouveau-Brunswick a causé un très grand déséquilibre dans l'écosystème des pêches et de l'agriculture. Cela a occasionné d'importantes pertes sur le plan commercial, tant pour les usines de transformation de poisson que pour les pêcheurs et les agriculteurs.

Un mois plus tard, le premier ministre réalise-t-il que sa décision du 28 avril dernier a causé un stress immense à nos pêcheurs, à nos transformateurs et à nos agriculteurs?

[Traduction]

L'hon. M. Higgs : Monsieur le président, de nombreuses décisions ont été prises au cours des deux derniers mois qui auront occasionné dans la province des pressions financières d'une sorte ou d'une autre, que ce soit du côté familial, parce qu'on tentait de revenir à la maison, du côté des entreprises, parce que celles qui voulaient mener leurs activités ne pouvaient pas le faire, ou du côté sanitaire, parce que nous cherchions à limiter les risques qu'une situation posait à la santé. Des décisions prises au cours des deux derniers mois ont eu des répercussions négatives sur des entreprises d'un bout à l'autre de la province. Ces décisions ont été prises pour une seule raison. Elles ont été prises pour protéger la santé et assurer le bien-être des gens de la province. Voilà pourquoi elles ont été prises.

La décision entourant les travailleurs étrangers temporaires ne faisait pas exception. Elle a été prise pour écarter un autre risque. Par ailleurs, ai-je réussi à trouver autant de bénévoles et de gens prêts à travailler dans les usines de transformation du poisson ou sur les fermes que j'aurais souhaité trouver? Force est de constater que je n'ai pas réussi à le faire. Je n'ai pas réussi. N'ai-je pas dit dès le début que nous veillerions à ce que les secteurs en question disposent de la main-d'oeuvre requise? Voilà pourquoi l'interdiction temporaire visant les travailleurs étrangers a été revue et levée. J'avais effectivement indiqué au départ que nous veillerions à ce qu'il en soit ainsi, et c'est ce que nous avons fait.

Cela dit, suis-je fier des gens à l'usine de transformation de poisson à Baie-Sainte-Anne, où travaillent des étudiants de Blackville? L'usine fonctionne...



[Original]

M^{me} Thériault : Parlant des pêches, le gouvernement fédéral a donné une aide directe aux usines en cette saison difficile pour leur permettre d'entreposer le maximum de leur ressource. Toutefois, les usines ont présentement de la difficulté à transformer cette ressource, étant donné le manque de main-d'oeuvre, et cela a une répercussion directe sur les pêcheurs, qui, maintenant, se voient imposer une limite de 500 lb par jour. Oui, on sait qu'il y a des défis en ce qui a trait aux marchés, mais il faut réaliser que l'interdiction d'accueillir les travailleurs étrangers temporaires a eu un impact direct sur toute la chaîne : les pêcheurs, les usines et les travailleurs d'usine.

Alors, ma question au premier ministre est la suivante : Va-t-il cesser de se fier uniquement à Ottawa? Que va-t-il faire pour aider les pêcheurs, les usines et les travailleurs d'usine?

[Traduction]

L'hon. M. Higgs : D'abord, Monsieur le président, je tiens compte d'Ottawa. Après tout, à qui le gouvernement fédéral n'a-t-il pas donné d'argent? À qui n'a-t-il pas distribué de l'argent sans compter? Qu'est-ce qui arrivera à notre province au bout du compte? Quels seront nos paiements de transfert l'année prochaine? Est-ce que quelqu'un pense à l'année prochaine, à l'année suivante ou à l'année d'après, quand 30 % de nos paiements de transfert... Une bonne partie de ces 30 % provenait d'une économie qui s'est complètement effondrée en Alberta. D'où proviendra l'argent? Poussons-nous notre réflexion au-delà d'aujourd'hui?

Pour ce qui est de la limite de 500 lb dont a parlé la députée d'en face, j'ai parlé au directeur général de l'usine qui a récemment brûlé à Val-Comeau. Je crois que le quota a été fixé après que l'usine a brûlé, vu qu'elle a perdu sa capacité de transformation et que près de 300 personnes ont perdu leur emploi. Je sais aussi que le directeur général s'efforce de travailler avec les autres usines et avec les travailleurs qui ont été touchés. Je le félicite. Après avoir vécu une expérience très traumatisante, il se démène pour que ses travailleurs aient un emploi. Je n'ai pas vu les chiffres qui sembleraient indiquer que des limites et des fardeaux financiers ont été imposés. Je ne les ai pas vus. Peut-être que la députée pourrait communiquer...

Le président : Le temps est écoulé, Monsieur le premier ministre.

[Original]

M^{me} Thériault : Merci. Sachant que le ministre de l'Agriculture, de l'Aquaculture et des Pêches a rencontré son ministère le 24 avril dernier pour discuter de la venue des travailleurs étrangers temporaires, le premier ministre conviendra-t-il que la décision de dernière minute d'interdire leur venue au Nouveau-Brunswick, alors que toute l'industrie s'était préparée à prendre les précautions nécessaires, était, Monsieur le président, une erreur?



[Traduction]

L'hon. M. Higgs : Aucune province n'a protégé ses frontières au degré que l'a fait le Nouveau-Brunswick, Monsieur le président — aucune. Est-ce que je regrette que nous ayons procédé ainsi, Monsieur le président, même si d'autres provinces ne l'ont pas fait? Absolument pas. En fait, je suis fier de tous les agents de conformité et agents de sécurité qui faisaient les rondes. Ils assuraient la protection de nos frontières 24 heures sur 24. Nous avons eu à prendre des décisions tout au long de la pandémie, et nos décisions ont pesé dans la balance.

En ce qui me concerne, Monsieur le président, lorsque des collègues en parlent aujourd'hui, je pense que notre succès a été en grande partie attribuable non pas à l'opposition habituelle qui est exprimée ici, mais bien à la collaboration que les chefs de tous les partis nous ont apportée à mesure que nous affrontions les difficultés qui surgissaient. Je pense que cela a compté pour beaucoup et est un exemple de ce que le Nouveau-Brunswick peut en fait accomplir, soit d'occuper le premier rang, Monsieur le président, et non le dernier. Lorsque nous sommes ici à parler pour parler, nous retournons alors en dernière place. Monsieur le président, ce que j'aimerais pouvoir dégager de tout ce qui s'est passé, c'est que nous allons commencer à réfléchir à une orientation à long terme pour le Nouveau-Brunswick.

M. Melanson : Merci, Monsieur le président. Je pense qu'il est très important, à la reprise des travaux à l'Assemblée législative, que le ton sur lequel les questions sont posées et sur lequel les réponses sont données... Nous devrions y être attentifs.

Je veux remercier le ministre des Finances de nous avoir donné, la semaine dernière, une mise à jour financière et économique. Nous savions, bien sûr, que la situation aurait des répercussions budgétaires et nous prévoyons maintenant, du moins pour l'instant, un déficit d'environ 300 millions de dollars. Je veux demander au ministre comment il pense procéder en ce qui a trait à la situation financière.

Il y a probablement deux choses que vous pouvez examiner, soit, évidemment, la colonne correspondant aux recettes — et je vois que les répercussions sur le budget sont aux trois quarts attribuables à une diminution des recettes — et la colonne correspondant aux dépenses. Le ministre peut-il nous donner une idée de ce sur quoi il portera son attention quant à ses décisions budgétaires ou financières? Seront-elles centrées sur les recettes ou sur les dépenses?

L'hon. M. Steeves : Bon après-midi, Monsieur le président, et merci au député d'en face de la question. Je veux, encore une fois, prendre un moment pour faire écho aux propos que le président a exprimés il y a quelques minutes. Aux travailleurs de première ligne et aux travailleurs essentiels, merci à toutes les personnes qui nous ont aidés jusqu'à maintenant.

Savez-vous quoi? Le député a brossé un tableau exact pour ce qui est de la mise à jour financière. Nous sommes passés rapidement, voire très rapidement, d'un excédent de 93 millions de dollars à un déficit de 300 millions. Nous vivons une situation qui est sans



précédent. Jamais un gouvernement n'a eu à affronter une telle situation. Je dirais au député d'en face que nous ferons comme dans le passé. Nous serons prudents en ce qui a trait à l'argent de la population du Nouveau-Brunswick. Nous agirons de manière avisée quant à l'argent des contribuables du Nouveau-Brunswick. Nous nous montrerons prudents dans nos dépenses et dans la préparation de budgets et nous veillerons, une fois de plus, à ne pas les préparer pour le court terme, mais bien à le faire pour le long terme et pour la prochaine génération. Comme nous l'avons déjà indiqué, nos budgets ne sont pas préparés en vue des prochaines élections, mais bien en pensant à la prochaine génération. Nous maintiendrons cette même ligne de pensée à mesure que nous poursuivrons notre travail. Merci.

[Original]

M. Melanson : Monsieur le président, nous savons que cette situation a eu des répercussions économiques importantes sur le Nouveau-Brunswick. Le ministre des Finances avait présenté un aperçu de la croissance économique, lors du dépôt du budget. Cette croissance devait être de l'ordre de 0,9 %. Avec la mise à jour, nous voyons que le ministre prévoit maintenant une réduction de 4,3 % de notre économie. Les agences du secteur privé prévoient une réduction de 5,5 %.

Même les économistes les plus prudents nous disent que, en ce qui a trait à l'investissement, il faut investir. Il faut que les gouvernements puissent prendre des décisions et investir les fonds publics pour stimuler l'économie. Il faut le faire en partenariat avec les différents paliers de gouvernement, soit fédéral ou municipal. Le gouvernement du Nouveau-Brunswick doit certainement participer à ces efforts.

J'aimerais que le ministre des Finances puisse nous donner une indication à savoir s'il va réellement, avec son premier ministre et son gouvernement, investir davantage dans notre économie pour que cette dernière puisse revenir à la normale.

[Traduction]

L'hon. M. Steeves : Merci, Monsieur le président, et merci au député de l'opposition de la question. Les banques ont effectivement dit que notre PIB pourrait reculer de près de 8,5 %. La Banque de Montréal dit cependant qu'il pourrait reculer de seulement 3,5 %. Nos experts — et je sais que le député d'en face a travaillé avec nos experts du Conseil du Trésor et de Finances et que ces derniers sont des personnes exceptionnelles — croient que notre PIB se situera quelque part entre 4,5 % et 5,5 %.

Oui, nous ferons des investissements, nous parlerons aux gens et, comme le premier ministre l'a dit plus tôt, nous consulterons les entreprises. De concert avec ONB ainsi qu'avec la ministre du Développement économique, nous déterminerons exactement quels sont les besoins et où il faut intervenir. Savez-vous quoi? Nous élaborerons un plan. Nous n'allons pas simplement dépenser de l'argent sans compter. Nous n'allons pas simplement répartir les fonds n'importe comment. Nous élaborerons un plan et nous déterminerons quelles entreprises ont un



véritable plan visant à dépenser les fonds et à faire croître le Nouveau-Brunswick. Notre meilleur projet, notre meilleur plan, consiste à remettre les gens au travail — à redémarrer l'économie et à remettre les gens au travail. C'est ce que fait le gouvernement actuel.

M. Melanson : Nous sommes aussi très fiers d'être le gouvernement qui a maîtrisé le problème de santé publique, et, à ma connaissance, nous sommes au premier rang pour ce qui est de la façon dont nous avons réagi. Bravo à Santé publique et à tous les intervenants.

Néanmoins, la santé de notre économie est aussi vraiment essentielle. À mon avis, nous devons comprendre aujourd'hui — et le ministre parle d'un plan — que les petites et moyennes entreprises sont en difficulté à l'heure actuelle. Elles ont des problèmes de flux de trésorerie et de fonds de roulement. Le gouvernement actuel doit nous expliquer quel sera le plan. Nous ne pouvons pas attendre trop longtemps — « nous », ce n'est pas moi, ce sont plutôt les propriétaires d'entreprise qui se démènent actuellement pour maintenir leur entreprise à flot. Il est toujours plus facile de maintenir une compagnie à flot que de travailler avec une entreprise en démarrage. Nous devons comprendre à quel moment le ministre et le gouvernement actuels présenteront un véritable plan et investiront dans notre économie pour la stimuler afin qu'elle redevienne l'économie normale et saine que nous méritons.

L'hon. M^{me} M. Wilson : Je vous remercie de la question, Monsieur le président. Je tiens à souligner que notre réaction a été exceptionnelle.

Le président : Auriez-vous l'obligeance de vous rapprocher du microphone?

L'hon. M^{me} M. Wilson : Comme ça? Ça va? Tout le monde peut m'entendre?

(Exclamations.)

L'hon. M^{me} M. Wilson : Je vous remercie encore de la question, Monsieur le président. Je tiens à souligner que notre gouvernement a réagi très rapidement à la situation d'urgence avec laquelle nous avons dû composer. Nous avons pris des mesures immédiates pour soutenir les entreprises touchées par la pandémie. Comme l'a mentionné notre premier ministre, les navigateurs d'affaires répondaient aux appels le 19 mars. J'ai le chiffre. Jusqu'à maintenant, ils ont traité plus de 2 887 appels venant du milieu des affaires. En outre, comme il a été mentionné, nous avons débloqué jusqu'à 50 millions de dollars en aide immédiate pour soutenir nos entreprises qui ont été durement touchées. En comblant les lacunes, nous avons fait en sorte qu'une chose ne se produise pas. Contrairement au programme fédéral, il n'y avait aucun minimum exigé en matière de paye ; il s'agissait donc d'un aspect très important.

Le président : Le temps est écoulé, Madame la ministre.



Économie

M. Coon : Merci, Monsieur le président. La pandémie a révélé la fragilité au sein de notre système de santé, de notre système de soins aux personnes âgées, de notre système de production alimentaire, de notre filet de sécurité sociale et de nos chaînes d'approvisionnement. Elle a mis au jour les besoins pressants d'investissements majeurs dans nos établissements publics et notre système alimentaire pour rendre notre société et notre économie plus résilientes. Comment pouvons-nous y arriver? Où trouverons-nous l'argent?

Monsieur le président, la Banque du Canada, la banque qui nous appartient, aux gens du Canada, a permis au Canada de sortir de la Grande Dépression en injectant des fonds dans nos infrastructures et en prêtant de l'argent aux provinces. C'est la Banque du Canada qui, durant la Seconde Guerre mondiale, a financé notre effort de guerre, lequel a coûté très cher, et qui, par la suite, a financé les programmes nécessaires pour appuyer nos anciens combattants en leur permettant de suivre des formations techniques et universitaires et en leur donnant même accès à des terres agricoles. Une fois de plus, la Banque du Canada doit assumer ce rôle pendant que nous composons avec une crise ayant été comparée à ces deux périodes charnières de l'histoire de notre pays.

Ma question s'adresse au premier ministre : S'assurera-t-il l'appui de ses homologues d'ailleurs au pays afin d'insister pour que le premier ministre Trudeau exploite le plein potentiel de la Banque du Canada en vue de nous aider encore une fois à traverser une crise...

L'hon. M. Higgs : Monsieur le président, je suis d'accord avec le chef du Parti vert sur le fait que la relance de notre économie, comme jamais auparavant, est extrêmement importante. Je dirais que le gouvernement fédéral fait certainement appel à la Banque du Canada, à la lumière de... Je pense que nous sommes rendus à environ 300 milliards de dollars. Je pense que c'est le chiffre. La somme est répartie à travers le pays. Je sais que, individuellement, lorsque les provinces tiennent des réunions et discutent chaque semaine...Le soutien financier provient du gouvernement fédéral et non pas des provinces agissant indépendamment en ce qui concerne l'emprunt à la Banque du Canada. Toutefois, je pense que l'aspect clé est celui-ci : Comment pouvons-nous mettre l'accent sur ce qui est important, comme la sécurité alimentaire, les enjeux de sécurité et les filets de sécurité qui importent tant à notre société?

Lorsque nous parlons des entreprises... Je reviens sur cela. Une statistique qui figure dans le rapport de la FCEI est digne de mention. Selon le récent rapport de la FCEI, le Nouveau-Brunswick et l'Île-du-Prince-Édouard arrivent au premier rang, devant toutes les autres provinces, pour ce qui est des nouvelles entreprises qui reprennent leurs activités, plus de 54 %...

[Original]

M. Coon : Monsieur le président, bâtir une société et une économie résilientes nécessite une démarche véritablement nationale. Nous faisons partie de la colonie unique qui s'est forgée



pour le bien de tous entre nous-mêmes, la Nouvelle-Écosse et la Province du Canada. La Banque du Canada est une des institutions qui sont ressorties de cette union.

Les banques privées réalisent l'argent qu'elles prêtent, comme le fait la Banque du Canada, mais il y a une grande différence : La Banque du Canada remet les intérêts gagnés au gouvernement et à notre communauté nationale, tandis que les banques privées envoient ailleurs les intérêts gagnés pour les réinvestir et demander encore plus d'intérêts. Ce faisant, elles retirent de l'argent de notre économie productive.

À nous de faire autrement et de remettre ce puissant outil économique entre les mains de notre gouvernement pour qu'il puisse jouer son rôle et nous aider à traverser nos heures les plus sombres.

[Traduction]

Le président : Le temps est écoulé, Monsieur le député.

L'hon. M. Higgs : Merci des observations. En ce qui concerne la Banque du Canada et son rôle, je ne pense pas qu'il y ait de débat ou de discussion quant à l'importance d'un tel rôle. Toutefois, en ce qui a trait aux fonds du gouvernement fédéral, comme je l'ai déjà dit, je pense que le gouvernement fédéral joue un rôle important en matière de financement national dans notre façon d'aller de l'avant.

Nous avons demandé davantage de souplesse afin de pouvoir investir dans des domaines porteurs d'une viabilité assurée à long terme. Compte tenu de la situation, je dirais que... Les réunions que nous avons eues jusqu'à présent avec notre groupe du Cabinet sur la COVID ont porté sur la manière de définir les quatre ou cinq priorités sur lesquelles nous pouvons centrer nos efforts afin de préciser la voie que la province doit suivre et la façon dont nous pouvons vraiment répondre collectivement aux priorités établies. À mon avis, de très bons points ont été soulevés pendant les nombreuses discussions que nous avons consacrées à diverses questions, qui, à ce moment-là, portaient évidemment sur la COVID-19. La sécurité alimentaire est l'une des questions qui revenaient régulièrement. Toutefois, compte tenu de la situation économique et de la hausse des emprunts à cet égard, un équilibre reste à trouver, et je pense que nous devons le trouver collectivement.

Services gouvernementaux

M. Austin : Monsieur le président, vous ne le sauriez probablement pas en regardant autour de la salle, mais les salons de coiffure sont maintenant ouverts. Les gymnases, les studios de yoga, les salles de billard et les salles de quilles pourront bientôt rouvrir ; pourtant, pour une raison quelconque, les centres de Services Nouveau-Brunswick et la plupart des autres ministères demeurent fermés au public, tandis que certains n'offrent que des services limités sur rendez-vous.



Ma question s'adresse à la ministre de Services Nouveau-Brunswick. Pourquoi les ministères tardent-ils à rouvrir alors que les entreprises privées ont hâte d'ouvrir leurs portes? Quand les bureaux de Services Nouveau-Brunswick seront-ils ouverts au public?

L'hon. M^{me} S. Wilson : Merci, Monsieur le président, et merci au député de la question. Le 1^{er} avril, Services Nouveau-Brunswick a rouvert neuf centres pour fournir des services essentiels sur rendez-vous seulement. Les centres de SNB ont poursuivi leurs activités pendant la pandémie avec un effectif complet, en fournissant des services de prise de rendez-vous, de soutien aux fournisseurs locaux et de traitement des demandes en ligne. À l'heure actuelle, 10 centres sont ouverts, et 2 autres rouvriront à Tracadie et à Sussex la semaine prochaine, soit le 1^{er} juin. Ces centres fourniront des services sur rendez-vous seulement. Nous encourageons tout le monde à composer le numéro sans frais, soit le 1 888 762-8600. En composant ce numéro, les gens recevront de l'aide et pourront prendre un rendez-vous.

Je tiens à rappeler à tout le monde à la Chambre aujourd'hui que, des 429 services que nous, à Services Nouveau-Brunswick, fournissons, tous sont accessibles en ligne, à l'exception de 30. Donc, si les gens appellent et que, comme moi, ils ne sont pas férus d'informatique, ils recevront de l'aide. S'ils...

Le président : Le temps est écoulé, Madame la ministre.

M. Austin : J'aimerais remercier la ministre de la réponse. Un écart de plus en plus grand se creuse toutefois entre le secteur privé et le secteur public. Nous constatons que les gens du secteur privé ont hâte et attendent avec impatience de rouvrir, car, à vrai dire, leur subsistance en dépend. Nous ne constatons toutefois pas le même empressement dans le secteur public pour ce qui est des ministères. Bien sûr, il y a nos travailleurs essentiels de la santé, notamment dans les foyers de soins, qui méritent tous les éloges. En ce qui concerne les ministères, nous semblons être témoins de certaines lacunes concernant la rapidité avec laquelle ils vont de l'avant. J'aimerais demander au premier ministre quand nous verrons les ministères s'ouvrir au public pour que les services puissent continuer d'être fournis et maintenus. Merci.

L'hon. M. Higgs : Merci de la question. Il faut réfléchir à la façon dont nous reprenons nos activités différemment... Je ne parle pas en particulier de la reprise dans l'ensemble de la province des activités à Services Nouveau-Brunswick. Je parle de la façon dont nous envisageons les choses différemment en ce qui concerne... Nous avons parlé des visites médicales virtuelles, de la diminution des temps d'attente et de la possibilité qu'un plus grand nombre de patients ait accès à des soins primaires. Nous avons parlé de reprendre de façon différente les activités du gouvernement.

Je dirais au chef de l'Alliance des gens que l'important n'est pas simplement de reprendre les activités comme elles étaient menées auparavant. Je sais que beaucoup d'entreprises reprennent leurs activités plus rapidement parce que leur subsistance en dépend, et je le comprends. L'important, c'est de déterminer si nous avons le meilleur modèle pour l'avenir. Nous pensons à sortir 200 personnes âgées des hôpitaux et à les installer dans un foyer de soins



parce que c'est le meilleur endroit pour elles et nous y sommes parvenus en probablement moins de cinq semaines grâce à la collaboration entre le ministère du Développement social et le ministère de la Santé. Voilà une mesure qui est prévue depuis très, très longtemps. Combien d'autres activités pouvons-nous mener différemment au fur et à mesure que nous reprenons nos activités au sein du gouvernement de façon totalement inédite, tout en fournissant un meilleur service à la population?

[Original]

Financement fédéral

M. LePage : Merci, Monsieur le président. Étant donné que, le 20 mai dernier, le gouvernement a établi une liste de travailleurs jugés essentiels pour leur donner un supplément de revenu, je pose la question suivante : Comment le premier ministre a-t-il déterminé quels travailleurs essentiels ont droit à ce supplément de 500 \$ et lesquels n'y ont pas droit?

[Traduction]

L'hon. M. Holder : Merci beaucoup, Monsieur le président. J'ai craint, pendant un court moment, qu'aucune question ne me soit posée durant ce premier jour de reprise des travaux parlementaires. Pour commencer, je veux dire sans détour à quel point nous devrions tous, en tant que gens du Nouveau-Brunswick, être fiers du fait que chacune des questions posées à la Chambre aujourd'hui a porté sur l'emploi et l'économie. Monsieur le président, cela en dit long sur ce que nous avons réalisé en tant que province au cours des derniers mois pour aplatir la courbe et, en fait, pour pratiquement l'éliminer afin que nous puissions commencer à parler des emplois et de l'économie. Ce que nous pouvons envisager à cet égard m'enthousiasme.

Monsieur le président, pour répondre à la question du député d'en face, je peux vous dire que nous nous sommes appuyés sur les critères que le gouvernement fédéral nous avait fournis. Je peux vous dire que nous avons cerné, et sommes en voie de cerner, les travailleurs qui ont le plus besoin du supplément en question et que nous veillons à ce qu'ils soient récompensés pour le travail qu'ils ont accompli pour nous aider à aplatir la courbe et à traverser l'épreuve qui nous frappait afin que nous puissions progresser et parler de l'économie.

Le président : La période des questions est terminée.

